MEL
MÉTROPOLE
EUROPÉENNE DE LILLE

Zone à faibles émissions : améliorons la qualité de l'air

Rapport d'analyse de la concertation citoyenne

UNE CONSULTATION GRAND PUBLIC

Du 15 janvier au 19 février 2024

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

→ Améliorons
la qualité de l'air

lillemetropole.fr

À vous la parole

MEL

Préambule

Cette démarche de consultation volontaire menée par la MEL avait pour objectif de recueillir l'avis du grand public sur les 2 scenarios possibles pour la future Zone à Faibles Émissions (ZFE).

	SCENARIO 1	SCENARIO 2
📌 Le périmètre	- La restriction de circulation s'appliquera dans les 95 communes de la MEL, - L'ensemble des axes routiers et autoroutiers sont concernés, sans exception.	
⏱ La durée	La restriction de circulation sera permanente, c'est-à-dire que les restrictions de circulation s'appliqueraient ainsi 24h sur 24h et 7 jours sur 7.	
⊘ Les restrictions de circulation	L'interdiction de rouler s'appliquera, sauf exception, aux véhicules non classés.	L'interdiction de rouler s'appliquera, sauf exception, aux véhicules non classés ainsi que ceux ayant des vignettes Crit'Air 4 et 5.

Préambule

L’objectif était de collecter les propositions des citoyens sur d’éventuelles **dérogations** pour circuler, des **mesures d'accompagnement, solutions et modalités** pour aider la population à respecter les restrictions de circulation à venir.

Ce rapport d’analyse est une synthèse des grandes tendances d’expression et des sujets principaux qui sont ressortis des contributions citoyennes.

Chiffres clés de la consultation
Zone à faibles émissions : améliorons la qualité de l'air

4 167 réponses au questionnaire en ligne.

5 contributions écrites dont :

- 1 contribution de la Ville de Lille,
- 1 contribution de l'association Maison régionale de l'environnement et des solidarités (MRES),
- 1 contribution du groupe politique Métropole Écologiste Citoyenne et Solidaire (MECS),
- et 2 contributions de citoyens.

Rappel de la méthode

Objectif : connaitre les avis des citoyens sur les deux scénarios proposés et les modalités de la future ZFE.

Modalités de consultation :

- 1 page web dédiée,
- 1 questionnaire en ligne.

Diffusion/communication :

- Information sur le site de la MEL,
- Affichage,
- Publication sur les réseaux sociaux de la MEL et des communes,
- Sites communaux,
- Newsletter du site de la participation citoyenne de la MEL.

RÉSULTATS DU QUESTIONNAIRE EN LIGNE

LES RÉSULTATS DE LA CONSULTATION EN BREF

Une préférence exprimée pour le scénario 2

59,6 % des participants se sont exprimés sur les scénarios : une majorité exprime une préférence pour le **scenario 2** (37,1%) par rapport au scenario 1 (22,5%).

Principales inquiétudes exprimées

- Le pouvoir d'achat,
- Les habitants des zones périphériques moins bien desservies par les transports collectifs,
- Les travailleurs dépendants de leur voiture,
- Les situations familiales particulières.

Principales dérogations demandées

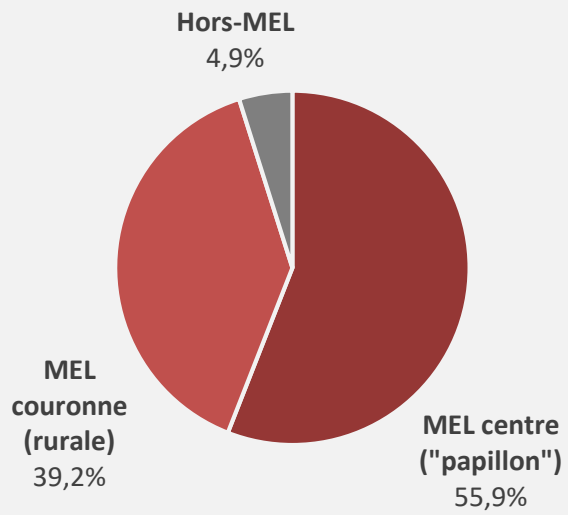
- Les véhicules de collections,
- Les déplacements occasionnels,
- Les foyers à faibles revenus,
- Les déplacements domicile-travail.

Principales mesures d'accompagnement demandées

- Le développement des transports en commun et des parkings relais (P+R),
- La gratuité ou la baisse des prix des transports en commun,
- L'aide à l'achat d'une voiture moins polluante,
- Le développement des services et infrastructures cyclables.

PROFIL DES RÉPONDANTS

LIEU DE RÉSIDENCE

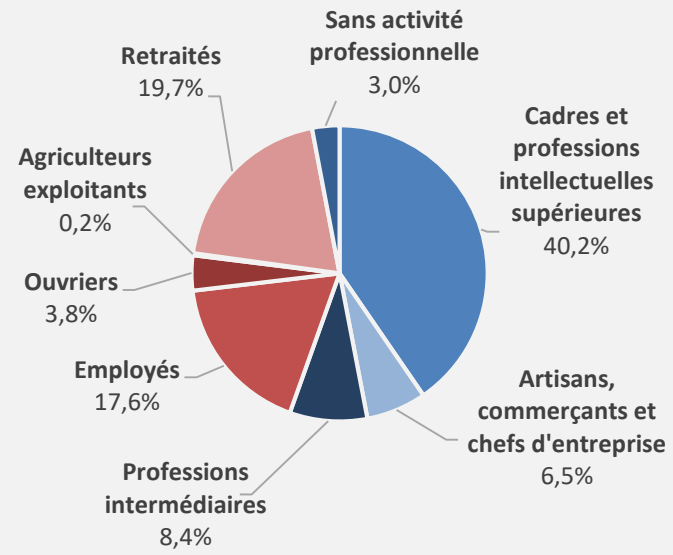


Près de 56% des répondants vivent dans une commune centrale de la MEL

Environ 40% pour les communes les plus rurales

Moins de 5% des répondants vivent en dehors de la MEL.
Parmi eux :
- 3,5 dans le reste du département du Nord
- 1,4 dans le département du Pas-de-Calais
- 0,4 dans le reste de la France
- 0,1 en Belgique

CATÉGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES

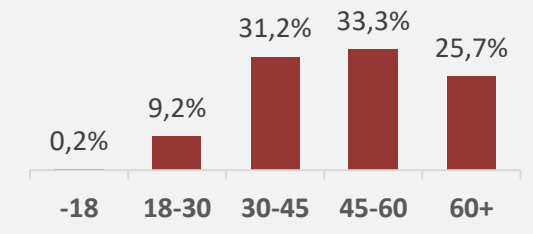


Forte surreprésentation des CSP+ : plus de 40% des répondants (alors qu'ils représentent <10% de la population)

Légère surreprésentation des artisans, commerçants et chefs d'entreprise (6,5 alors que < 3% de la population)

Sous-représentation des autres CSP

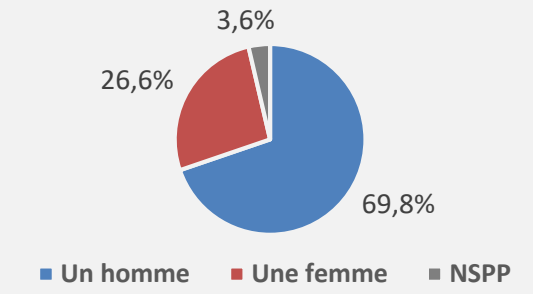
ÂGE



Sous-représentation des 18-30 ans

Surreprésentation des autres classes d'âge

GENRE



Surreprésentation des hommes :
Plus des 2/3 des répondants

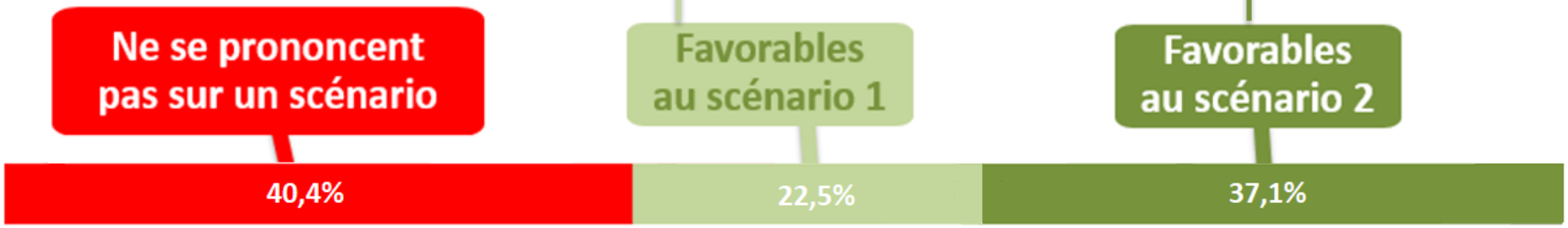
*NSPP : ne se prononce pas

A. AVIS SUR LES SCÉNARIOS

59,6% des répondants ont exprimé une préférence pour un des deux scénarios proposés :

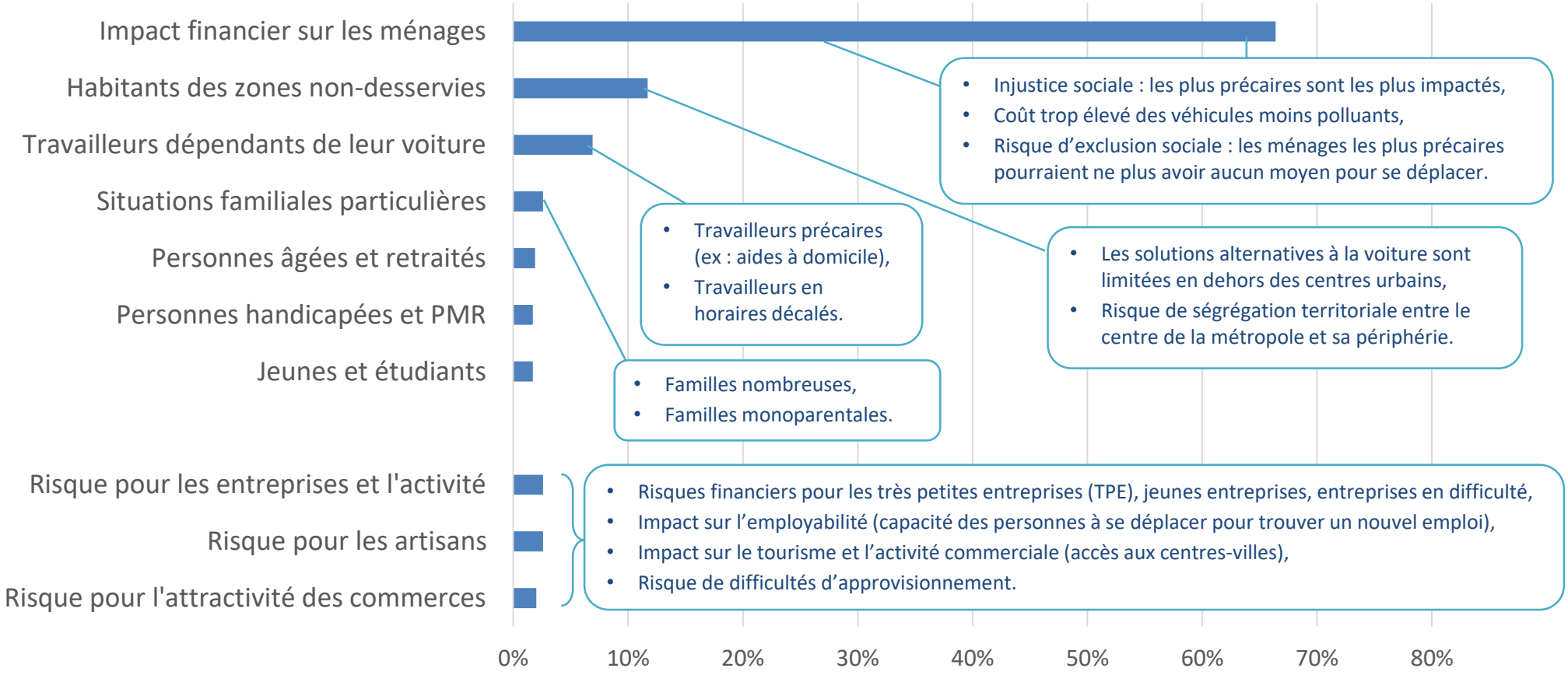
- Perçu comme un choix par défaut, moins restrictif et donc plus facile à accepter et à mettre en œuvre.
- Envisagé comme une première étape avant une transition éventuelle vers des mesures plus strictes.
- Considéré comme un compromis entre l'urgence à améliorer la qualité de l'air et la réalité économique des ménages, en particulier ceux aux revenus modestes.

- Considéré comme plus efficace face aux enjeux environnementaux et sanitaires.
- Perçu comme un bon levier pour encourager les alternatives de mobilité durable.
- Nécessite des mesures d'accompagnement adéquates pour garantir son acceptation et son efficacité, notamment en soutenant les populations les plus affectées par les restrictions.



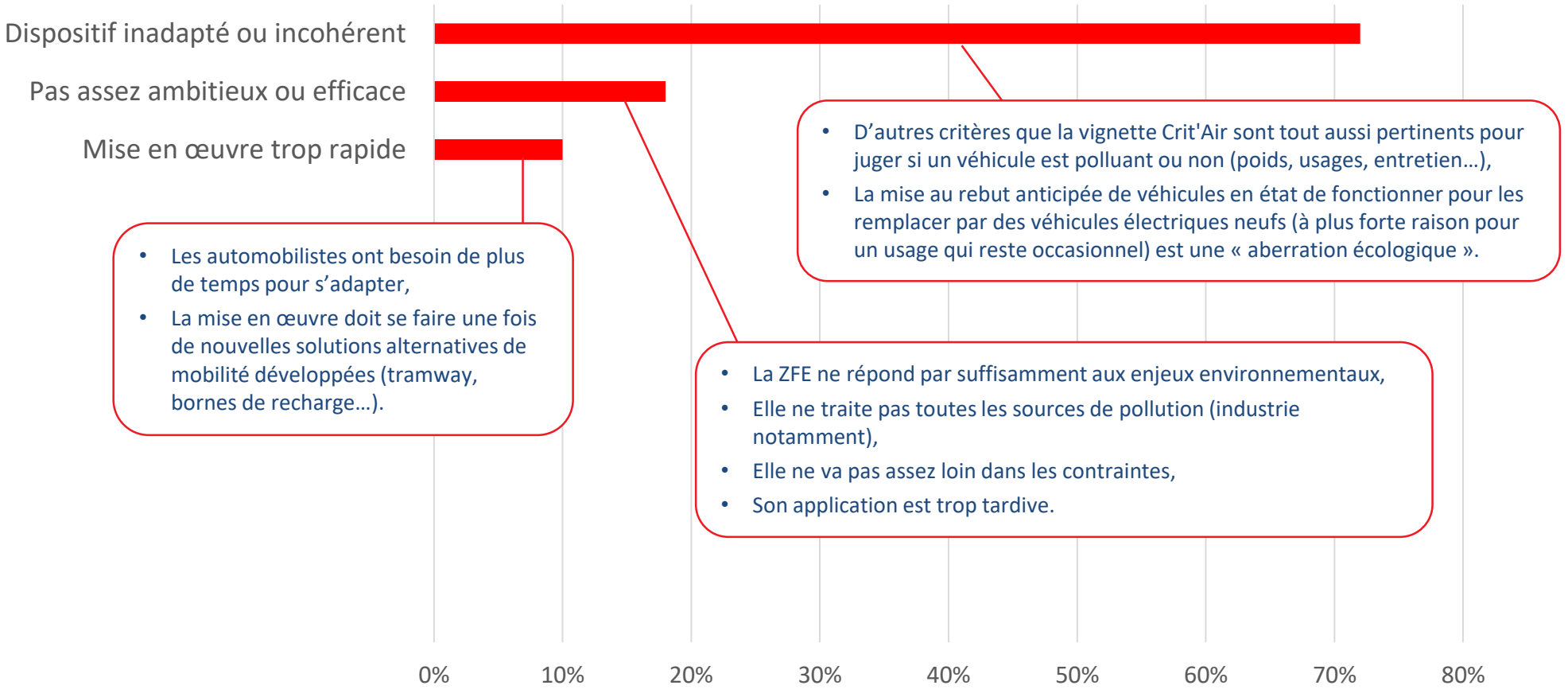
B. AVIS ET INQUIÉTUDES SUR LES IMPACTS SOCIOÉCONOMIQUES

42,3% des répondants se sont exprimés sur les impacts socioéconomiques, parmi eux :



C. EFFICACITÉ ET PERTINENCE DE LA MESURE

16,2 % des répondants se sont exprimés sur **l'efficacité et la pertinence de la mesure**, parmi eux :



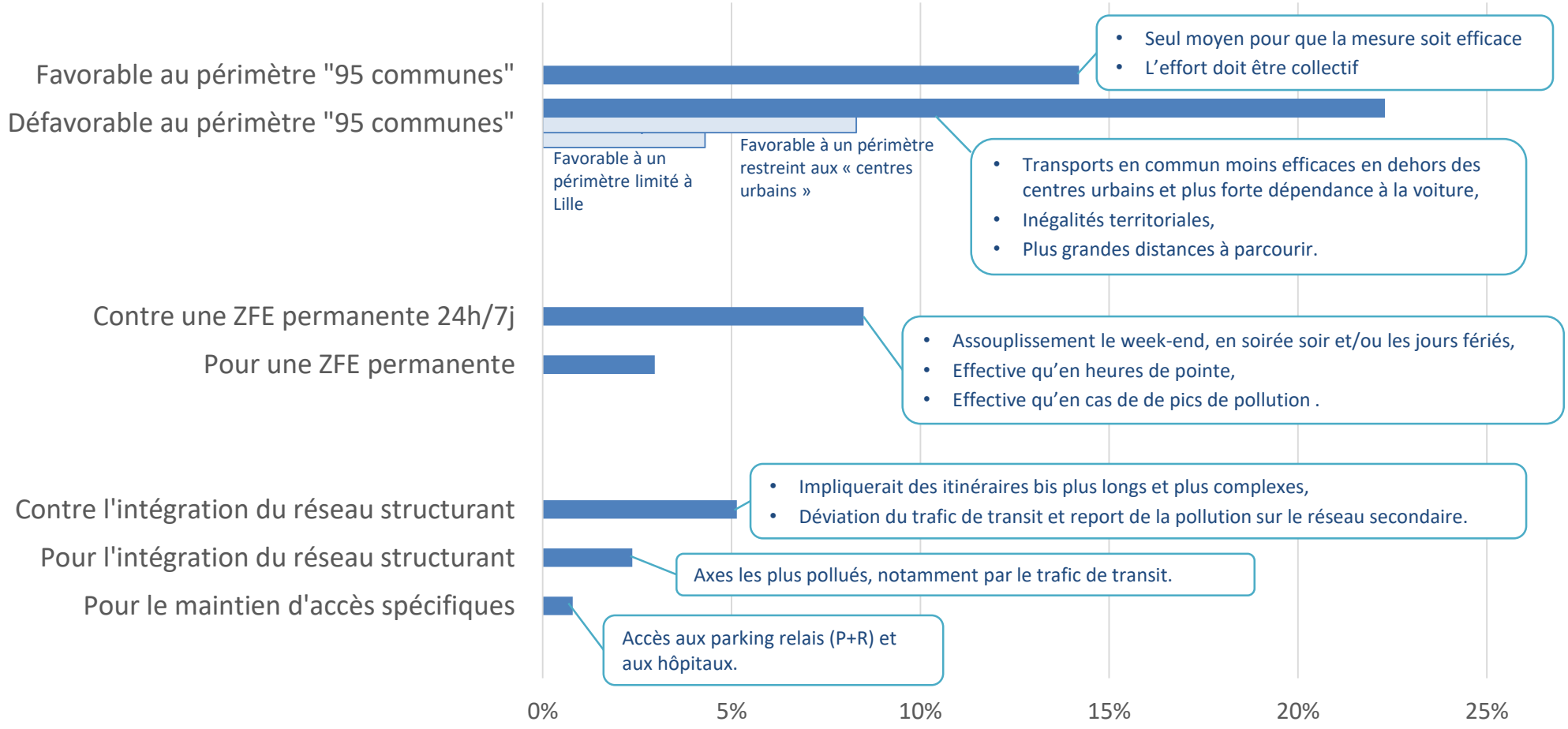
- D'autres critères que la vignette Crit'Air sont tout aussi pertinents pour juger si un véhicule est polluant ou non (poids, usages, entretien…),
- La mise au rebut anticipée de véhicules en état de fonctionner pour les remplacer par des véhicules électriques neufs (à plus forte raison pour un usage qui reste occasionnel) est une « aberration écologique ».

- Les automobilistes ont besoin de plus de temps pour s'adapter,
- La mise en œuvre doit se faire une fois de nouvelles solutions alternatives de mobilité développées (tramway, bornes de recharge…).

- La ZFE ne répond par suffisamment aux enjeux environnementaux,
- Elle ne traite pas toutes les sources de pollution (industrie notamment),
- Elle ne va pas assez loin dans les contraintes,
- Son application est trop tardive.

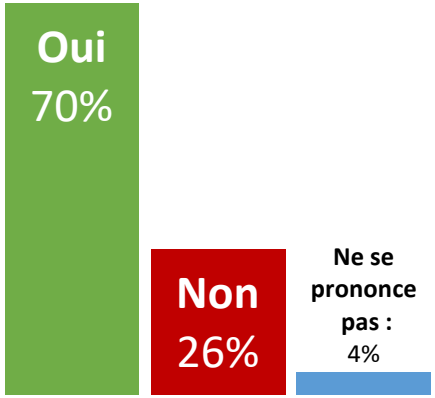
D. MODALITÉS DE LA ZFE

39,8 % des répondants se sont exprimés sur **les modalités de la ZFE**, parmi eux :



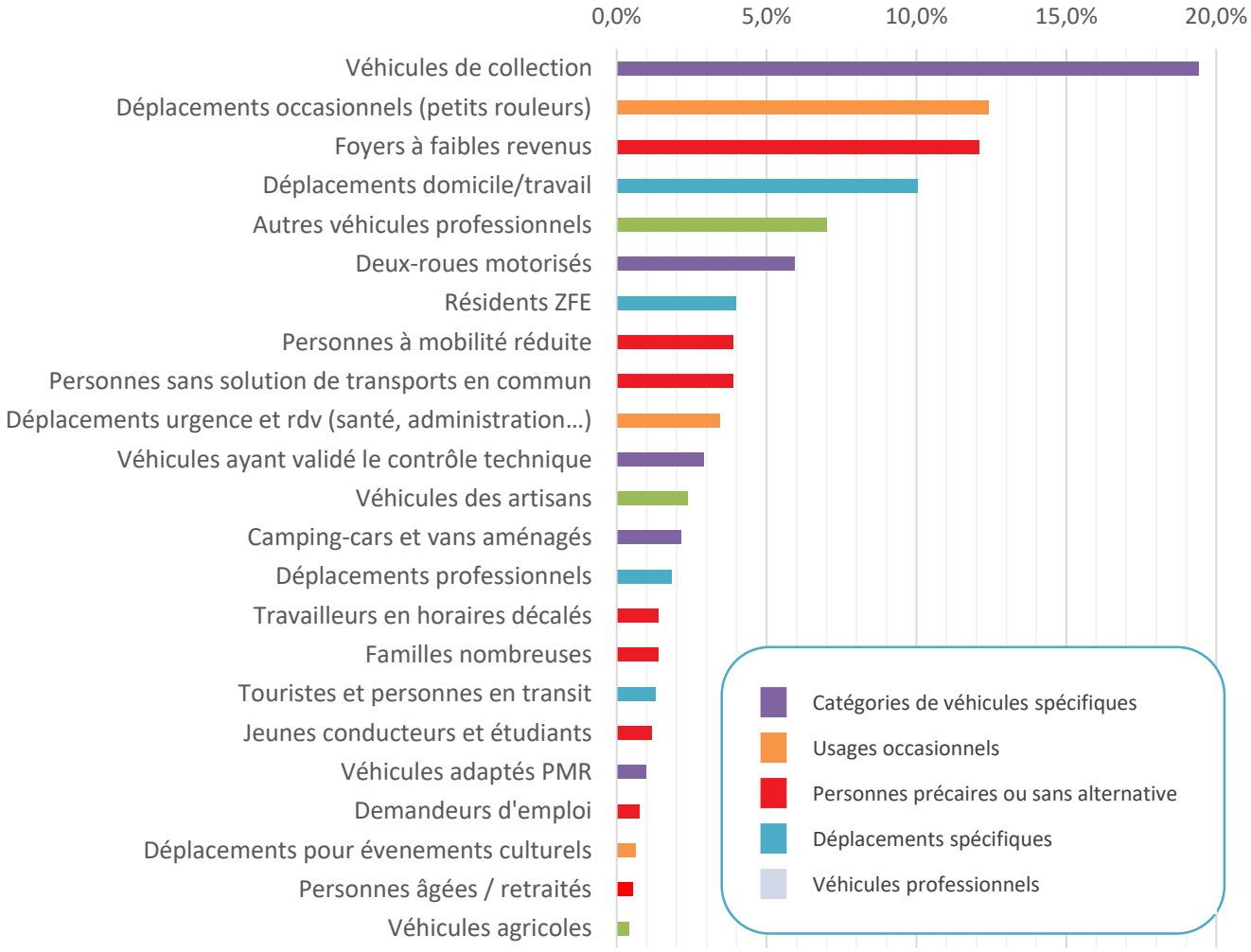
E. PROPOSITIONS DE DÉROGATION

« Une dérogation vous semble-t-elle importante à mettre en place ?"



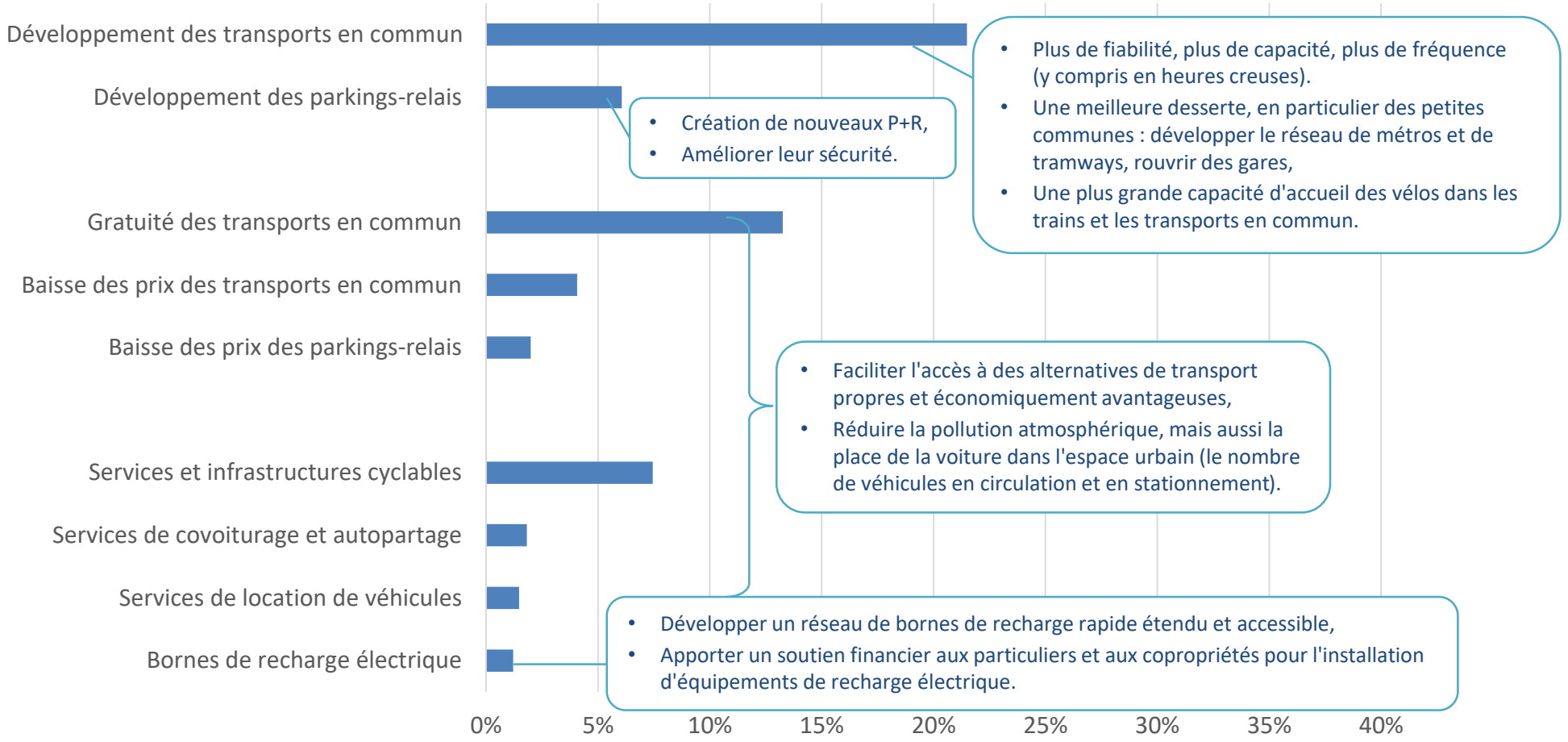
70% des répondants se déclarent favorable à la mise en place de dérogations.

Parmi les **dérogations proposées**, les plus demandées sont :



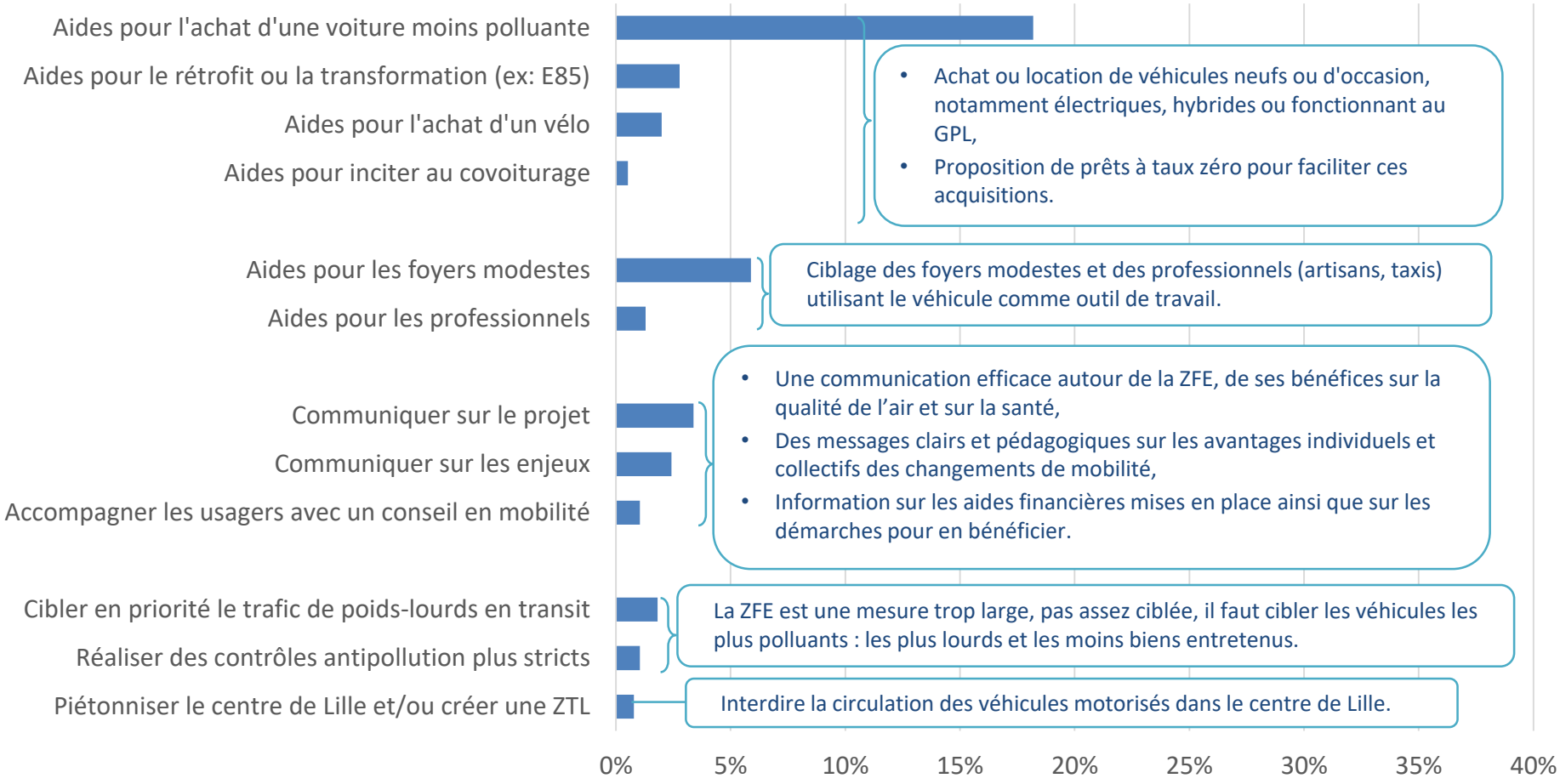
F. PROPOSITIONS DE MESURES D'ACCOMPAGNEMENT 1/2

Parmi les **mesures d'accompagnement proposées**, les plus demandées sont :



G. PROPOSITIONS DE MESURES D'ACCOMPAGNEMENT 2/2

Parmi les **mesures d'accompagnement proposées**, les plus demandées sont :



*ZTL : zones à trafic limité, zones urbaines où la circulation automobile est réglementée et restreinte.

Contact :
Mission concertation et citoyenneté
participationcitoyenne@lillemetropole.fr

MEL
MÉTROPOLE
EUROPÉENNE DE LILLE